

# ÉPREUVE 4

## ENVIRONNEMENT DU TOURISME

Durée : 3 heures

Coefficient : 4

**LA PARTIE "ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET TOURISTIQUE " ET LA PARTIE "HISTOIRE GÉOGRAPHIE TOURISTIQUE" seront traitées sur *des copies séparées*.**

**Les deux copies doivent être relevées ensemble.**

La partie "*Économie Générale et Touristique*" est numérotée de la page **2/10** à la page **4/10**.  
Elle est prévue pour être traitée en 1 heure 30 (coefficient 2).

La partie "*Histoire et Géographie Touristique*" est numérotée de la page **5/10** à la page **10/10**.  
Elle est prévue pour être traitée en 1 heure 30 (coefficient 2).  
Le document **1** page **6/10** est à remettre avec la copie.

**L'usage de la calculatrice est interdit.**

CODE ÉPREUVE : HOT07ETME1		EXAMEN : <b>BTn</b>	SPÉCIALITÉ : <b>Hôtellerie</b>
Session 2007	<b>SUJET</b>	<b>ÉPREUVE : Environnement du Tourisme</b>	
Durée : 3 heures		Coefficient : 4	Page : 1/10

# ***ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET TOURISTIQUE***

À partir des annexes 1 et 2 et de vos connaissances, répondez aux questions suivantes :

1. Définissez les termes soulignés :
  - croissance (économique),
  - développement,
  - politiques économiques,
  - pays récepteurs.
  
2. Comparez la situation économique des pays émergents (Brésil, Chine, Inde...) à celle des pays les moins avancés (PMA) (Burkina Faso, Guatemala...).
  
3. Présentez dans un tableau les atouts et les limites du tourisme pour le développement des pays les moins avancés.
  
4. Énumérez les actions mises en œuvre par les institutions internationales (ONU, CNUCED, OMT) pour améliorer la situation économique et sociale des pays en développement.
  
5. Présentez de façon structurée les caractéristiques des pays en développement.

## Erreurs sur le tiers-monde

*La mondialisation a accentué la fracture entre les pays et redessiné la carte du sous-développement.*

[...] Comment expliquer que, sur une planète qui regorge de richesses, plus de 1 milliard de personnes vit encore aujourd'hui avec moins de 1 dollar par jour, 840 millions sont en sous-nutrition chronique ? Cherchez l'erreur ou plutôt les erreurs.

La première est la manière dont les pays industrialisés ont mené leur politique de développement. Jusqu'aux années 1990, l'aide n'a servi qu'à préserver des zones d'influence politiques et les pluies de dollars qui se sont déversées en Amérique latine ou en Afrique n'avaient qu'un lointain rapport avec la lutte contre la pauvreté. [...] Après la chute du mur de Berlin, les politiques cocardières, l'absence de coordination des aides, la corruption endémique de certains pays en développement, n'ont pas permis de faire reculer la pauvreté de façon significative.

La seconde erreur vient d'une approche de plus en plus erronée de ce que l'on appelait le « tiers-monde », qui englobait sans distinction l'ensemble des pays non industrialisés. La mondialisation a accentué la fracture entre pays et le terme de pays en développement recouvre une réalité très diverse. Qu'y a-t-il de commun entre le Burkina Faso et Singapour, le Guatemala et l'Inde ?

Par leur dynamisme, leur poids démographique et leur capacité exportatrice, le Brésil, la Chine et l'Inde sont devenus des acteurs majeurs de l'économie mondiale. En vingt ans, le PIB chinois par habitant a été multiplié par cinq, la population vivant dans la pauvreté absolue tombant de 600 millions à un peu plus de 200 millions de personnes, soit une diminution de 64 % à 17 %. En Asie du Sud-Est, un taux de croissance annuel moyen du PIB de 5,5 % au cours de la décennie 1990 a contribué à réduire la proportion des pauvres de 41 % à 31 %.

En revanche, la mondialisation a contribué à marginaliser le continent noir, dont les paysans ne parviennent pas à lutter contre les produits subventionnés du Nord. L'Afrique est de plus minée par les conflits, ravagée par l'épidémie du sida mais aussi par d'autres maladies comme la malaria. Elle est affamée par les sécheresses et les inondations successives. En Afrique subsaharienne, le nombre de pauvres a doublé en vingt ans, passant de 164 millions à 314 millions.

En dépit de la remarquable croissance en Asie du Sud, la région enregistre, chez les enfants, un taux de malnutrition de près de 50 % et des taux systématiquement faibles d'inscription scolaire et d'achèvement de cycle primaire.

Ce constat a conduit les spécialistes du développement à rappeler que ni la croissance ni le commerce n'étaient suffisants pour faire reculer la pauvreté. [...] La communauté internationale s'est engagée, sous l'égide de l'ONU, à faire reculer la pauvreté d'ici à 2015. Les progrès sont insuffisants. Au rythme actuel, l'Afrique devra attendre 2129 pour assurer l'accès de tous à l'école primaire, 2147 pour diviser par deux l'extrême pauvreté et 2165 pour réduire des deux tiers la mortalité infantile.

Pour éviter cela, chacun doit agir. Aux pays en développement de renforcer la gouvernance et les institutions, d'accroître les ressources nationales, d'adopter des politiques économiques et sociales. Aux pays riches d'augmenter l'aide, de réduire la dette, de renoncer aux subventions (qui représentent plus de 300 milliards de dollars par an, soit six fois le montant de l'aide au développement), d'abaisser les tarifs douaniers, de fournir des médicaments à un prix abordable. Chaque année, plus de 10 millions d'enfants, soit 30 000 par jour, meurent de maladies qui auraient pu être évitées.

Babette Stern, le Monde, *dossiers et documents* n° 345, septembre 2005.

## Un tourisme qui enrichit les riches

**Plus un pays est développé, plus les revenus du tourisme ont un effet positif sur son économie. Comment les pays du Sud peuvent-ils sortir de cette logique et faire du tourisme un outil de développement ?**

En effet, le tourisme enrichit surtout les plus riches ! Il existe une relation logique, mais décourageante, parfois même désespérante, entre les effets positifs du tourisme sur l'économie et la prospérité relative des pays. Les causes sont connues : quand des économies peu diversifiées du Sud accueillent des voyageurs du Nord, elles doivent avoir recours à l'importation de biens étrangers coûteux (alimentation, boissons, personnel de direction, animation, etc.). Du coup, une importante partie des bénéfices du tourisme repart sous forme de fuites au lieu d'être réinvestie localement. Par ailleurs, les statistiques de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) et de l'OMT montrent que le « gradient de dépendance » est proportionnel à la taille des pays récepteurs : très fort (plus de 75 %) dans les petites îles, limité dans les grands pays (type Mexique ou Tunisie) et dans ceux à économie diversifiée ; il est évidemment aggravé par la « monoculture » touristique.

Face à cela, les solutions sont complexes. Peut-on s'extraire de la concurrence mondiale où, dans le domaine du tourisme comme ailleurs, les firmes multinationales ont un poids considérable par rapport aux acteurs locaux des pays du Sud ? Même les pays qui, comme Cuba, ont tenté de trouver des voies originales, ont dû se résigner à faire appel aux multinationales et aux investissements étrangers pour obtenir une croissance rapide de la fréquentation touristique.

Une autre solution a été un moment envisagée : favoriser des projets touristiques s'appuyant sur l'utilisation de produits locaux et s'assurer que les revenus sont réinvestis sur place, de préférence dans d'autres branches économiques et sociales. [...]

Les expériences de ce type sont encore éparses, souvent « ghettoïsées », toujours menacées. En réponse à ces défis provenant des pays les plus pauvres, les institutions internationales brandissent la solution quasi miraculeuse du « tourisme durable ». Le concept est déjà éculé avant même d'avoir été réellement appliqué ! Un développement soutenable (ou durable) serait une stratégie nationale de croissance et de protection de l'environnement, dans laquelle le tourisme s'inscrirait parmi d'autres secteurs économiques. Or, stratégie de croissance et protection de l'environnement peuvent se révéler dans ce domaine comme dans d'autres gravement contradictoires...

Georges Cazes, *Propos recueillis par Nairi Nahapétian, Alternatives économiques, Guide pratique n° 18, mars 2005.*

# **GÉOGRAPHIE DU TOURISME**

## **LES ÉVOLUTIONS RÉCENTES DU TOURISME EN MÉDITERRANÉE**

### **Document 1 (4 points)**

- 1) Indiquer sur la carte : Les Baléares, Benidorm, Chypre, Crète, Croatie, Egypte, Libye, Malte, Les Cyclades, Mer Ionienne, Mer Tyrrhénienne, Monastir, Nice, Sardaigne, Turquie, Venise.

### **Document 2 (2 points)**

- 2) Décrire l'évolution du nombre de touristes internationaux dans les pays riverains de la Méditerranée entre 1970 et 2003.
- 3) Expliquer comment a évolué la part des pays riverains de la Méditerranée dans le tourisme mondial.

### **Document 3 (4 points)**

- 4) Nommer les trois pays récepteurs de touristes internationaux les plus importants dans le bassin méditerranéen. Expliquer leur attractivité à l'aide de vos connaissances.
- 5) Nommer les trois pays qui connaissent aujourd'hui la plus forte croissance. Comparer cette évolution à celle des plus gros récepteurs, que peut-on constater ?

### **Document 4 (2 points)**

- 6) Relever deux informations qui montrent que la Croatie est une destination à la mode aujourd'hui.
- 7) Expliquer le slogan : « La Méditerranée retrouvée ».

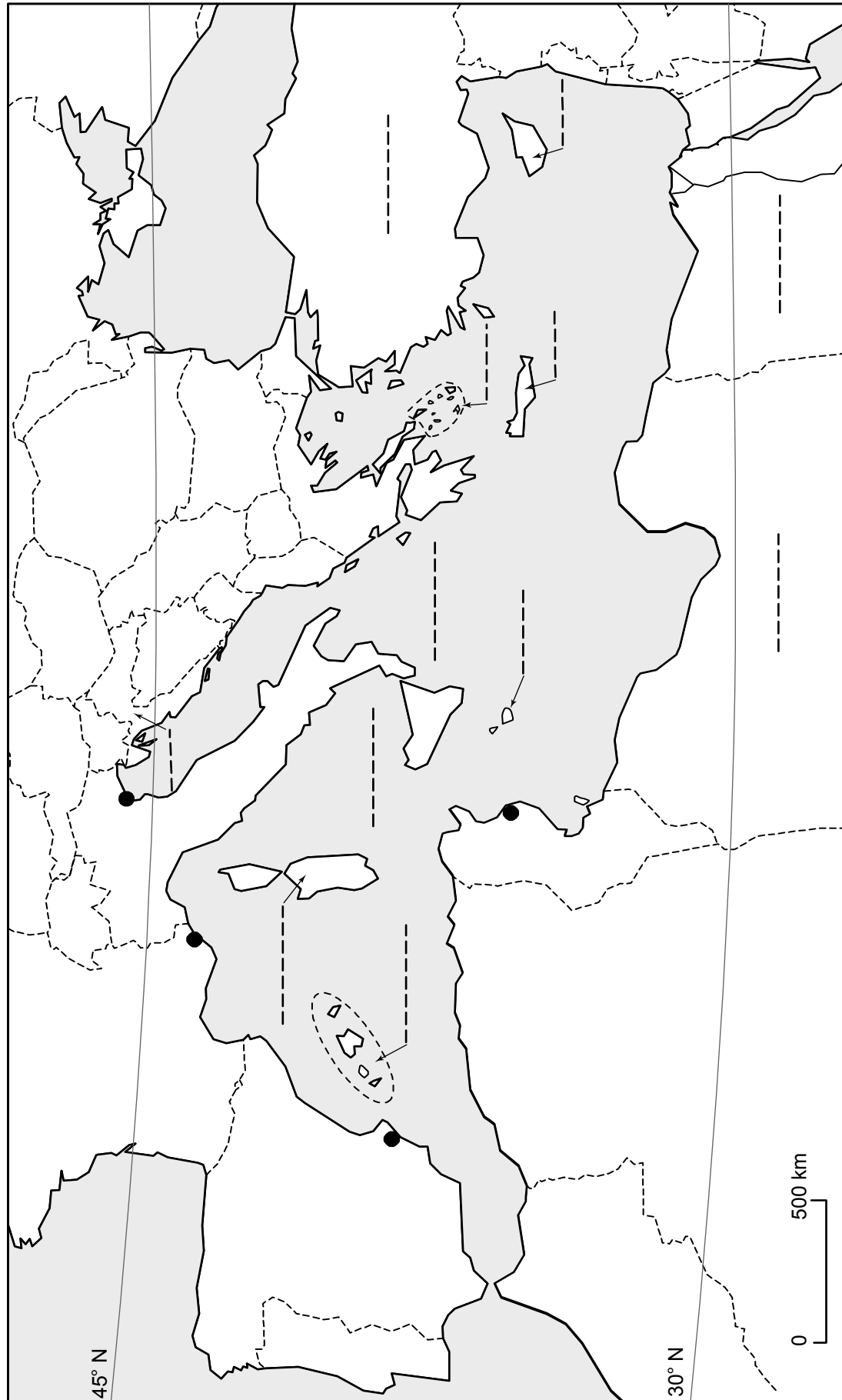
### **Document 5 (3 points)**

- 8) Nommer les principales difficultés auxquelles se heurte le marché touristique méditerranéen.
- 9) Dire quelles stratégies touristiques peuvent être envisagées pour une meilleure adaptation au marché.

### **Synthèse (5 points)**

- 10) À l'aide de vos connaissances et des informations fournies par les documents, présenter les évolutions récentes du tourisme en Méditerranée (atouts touristiques, évolution et diversité des flux, stratégies de développement touristique à long terme).

## LE TOURISME DANS LE BASSIN MÉDITERRANÉEN

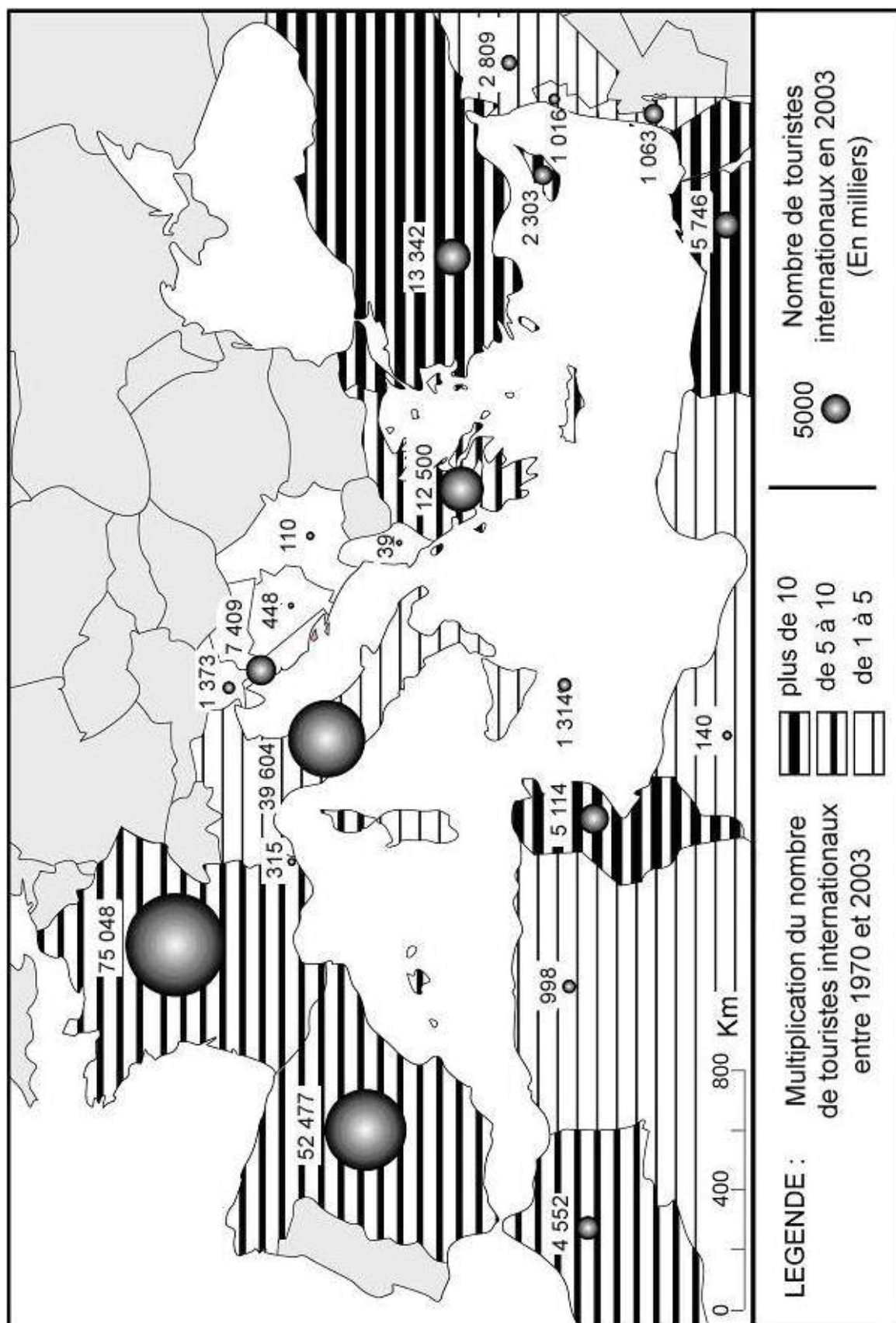


**La croissance du tourisme dans les pays riverains de la Méditerranée**

	Nombre de touristes internationaux dans les pays riverains de la Méditerranée	Part des pays riverains de la Méditerranée dans le tourisme mondial
1970	58 085 000	35,0 %
1975	77 582 000	34,9 %
1980	95 815 000	33,5 %
1985	116 346 000	35,6 %
1990	153 375 000	33,6 %
1995	162 677 000	29,6 %
2000	220 875 000	32,1 %
2005	226 400 000	29,7 %

D'après PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement),  
Plan d'action pour la Méditerranée, 2005.

## Les arrivées de touristes internationaux en 2003 et leur évolution depuis 1970





## Une destination méditerranéenne à la mode



## La Méditerranée retrouvée

Vous avez choisi de visiter notre pays, nous en sommes ravis et nous vous y souhaitons un agréable séjour. Les Croates aiment leur pays qu'ils surmontent affectueusement "notre belle patrie", d'après les premiers mots de l'hymne national. La République de Croatie, Etat doté d'une constitution parlementaire appartient à l'histoire politique et culturelle de l'Europe. Sa superficie classe la Croatie parmi les pays de taille moyenne, comme le Danemark, l'Irlande, la Slovaquie ou la Suisse. La Croatie est un Etat aux frontières ouvertes, où les formalités douanières sont simplifiées. C'est un pays calme et respectueux de ses visiteurs. Nous souhaitons que vous quittiez la Croatie avec les meilleurs souvenirs.

• La carte des régions



• Hébergement



• A visiter



• Tourism PLUS



• Se rendre en Croatie



**Actualité**

1.12.2006

→ **La Croatie au Salon Nautique de Paris - Hall 1 Stand N90**

→ **CROATIE - Destination de l'année 2005**

26.9.2005

**Actualité**

1.12.2006

→ **La Croatie au Salon Nautique de Paris - Hall 1 Stand N90**

20.7.2005

LA CROATIE : élu Destination de l'année 2005 par les agents de voyages

→ **La Croatie en DVD**

20.7.2005

"Croatie, le pays nouveau", un film de Pierre Brouwers

**Encore plus**

• NOUVEAUTE - Photos

• Beau livre

### **L'adaptation de l'offre aux évolutions de la demande internationale**

Au niveau régional, la Méditerranée est dépendante d'un seul type de clientèle et d'un marché intérieur restreint à cette échelle : les classes moyennes d'Europe du Nord. Ce marché, bien qu'en croissance, notamment grâce aux arrivées en provenance des pays d'Europe centrale et orientale, n'est pas extensible. Outre que certains pays émetteurs ont atteint ou vont atteindre des taux de départ maximaux, les évolutions démographiques et sociologiques en cours en Europe, avec le vieillissement de la population et la baisse de la natalité, sont des tendances lourdes.

Ces questions sont confortées par des arguments environnementaux : les zones côtières ne sont pas non plus extensibles et une stratégie touristique uniquement quantitative conduirait à une artificialisation irréversible du littoral.

La première évolution concerne une demande croissante de qualité. Le tourisme est passé d'une activité orientée par l'offre à une activité tournée vers la satisfaction d'une demande. En Grèce, les enquêtes montrent une insatisfaction récurrente quant à la qualité des transports intérieurs, aux télécommunications, aux conditions sanitaires.

Une seconde évolution se rapporte à la demande de prestations plus diversifiées et individualisées. Une demande accrue de séjours de découverte, de tourisme urbain, de tourisme hivernal, pour des groupes plus petits et des prestations individualisées.

Le littoral reste l'espace de prédilection des touristes, la baignade et le repos demeurant les motivations principales d'une grande majorité de séjours.

On évoque fréquemment la possibilité d'établir des passerelles entre les différents types d'offres touristiques méditerranéennes, certains emploient le terme « d'activités satellites ». Il s'agirait d'élaborer des alliances stratégiques entre les grands complexes hôteliers balnéaires et des installations « satellites » d'écotourisme, de taille beaucoup plus restreinte, localisées dans l'arrière-pays.

D'après PNUE, Plan d'action pour la Méditerranée, dossier sur le tourisme et le développement durable en Méditerranée, Athènes 2005.